

Rapport Annuel

Annual Report
2022



FRANSABANK
FRANCE SA

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

Message du Président Letter from the Chairman	4
Message du Vice-Président Letter from the Deputy Chairman	6
Conseil d'Administration et Direction Générale Board of Directors & General Management	10
Aperçu Historique Historical Overview	12
Rapport Financier Financial Report	16
Réseau du Groupe Group Network	34

01

Message du Président

Letter from the Chairman

Message du Vice-Président

Letter from the Deputy Chairman





> ANDRE TYAN

Président
Chairman

MESSAGE DU PRÉSIDENT

En 2022, Fransabank (France) S.A a maintenu sa dynamique de développement commercial et renforcé sa solidité financière, et ce malgré un contexte économique mondial difficile.

Au 31/12/2022, les crédits accordés à la clientèle (421 M€) sont en hausse de 21,4% par rapport à l'année précédente. Les dépôts clientèle (663 M€) augmentent de 22.1%. Les liquidités placées auprès des banques correspondantes de premier ordre totalisent 295 M€ contre 250 M€ (+17,6%) avec un total bilan de 798 M€ contre 675 M€ soit une augmentation de 18.3%. L'afflux massif des dépôts émane de la diaspora libanaise établie essentiellement en Afrique subsaharienne, ainsi que des clients d'entreprises ; la collecte est répartie sur un portefeuille de taille moyenne qui a l'avantage de la non-concentration et fidélise de nouveaux clients.

Nos crédits servent à soutenir les secteurs commercial, industriel et immobilier.

Nos ratios réglementaires sont nettement supérieurs aux seuils exigés :

- Ratio de solvabilité de 18.6% pour un minimum de 16%,
- Ratio de liquidité de 224.1% pour un minimum de 100%.

Cela confirme la bonne santé financière de l'établissement. Le résultat net de la banque s'établit à 4.1 M€, en ligne avec les objectifs annuels, fixés par les actionnaires. Ces résultats s'inscrivent dans le cadre d'une politique de croissance des crédits et d'amélioration des marges, couplée à une optimisation de la gestion de trésorerie interbancaire.

La bonne gouvernance de l'établissement, sa connaissance approfondie du portefeuille clientèle, ainsi que sa gestion prudente des risques liés à son activité (fait souligné par l'ACPR, lors de sa mission d'enquête générale en 2021), nous permettent à présent de nous concentrer sur le plan stratégique 2023-2025, visant à garantir un développement pérenne de l'activité et une meilleure rentabilité de l'établissement.

La stabilisation et la sécurisation de notre système d'information se poursuivent à travers les travaux de refonte de l'architecture technique de la banque, l'enrichissement de l'offre SAB ainsi que la montée de version prévue en 2023.

L'optimisation de l'organisation de la banque ainsi que le renforcement du capital humain se poursuivent afin de maintenir la qualité de service et la réactivité vis-à-vis de la clientèle, facteur clé de notre réussite commerciale. Cette stratégie est accompagnée par un dispositif LCB-FT robuste, permettant de rassurer l'autorité de tutelle, ainsi que nos actionnaires.

Je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs de Fransabank(France) S.A pour leur engagement et la qualité de leur travail, Fransabank SAL pour son soutien continu à notre filiale, ainsi que notre partenaire stratégique et actionnaire de référence, le Groupe BPCE. Au nom du Conseil d'administration, je remercie également nos banques correspondantes pour leur fidélité envers notre établissement, et surtout nos clients que nous sommes fiers d'accompagner dans leurs projets dans la durée, sur la base de conseils personnalisés et de création de valeur.

Andre Tyan
Président

MESSAGE FROM THE CHAIRMAN

In 2022, Fransabank (France) S.A maintained its commercial development momentum and strengthened its financial position, despite a difficult global economic context.

At 31/12/2022, loans granted to customers (€ 421M) were up 21.4% compared to the previous year. Customer deposits (€ 663M) increased by 22.1%. Cash placed with first-class correspondent banks totals € 295M compared to € 250M (+17.6%) with a balance sheet total of € 798M compared to € 675M, an increase of 18.3%. The massive influx of deposits comes from the Lebanese diaspora established mainly in sub-Saharan Africa, as well as corporate customers. The inflow is spread over a medium-sized portfolio which has the advantage of non-concentration and builds loyalty among new customers.

Loans are used to support the commercial, industrial and real estate sectors.

The Bank's regulatory ratios are significantly above the required thresholds:

- Solvency ratio of 18.6% for a minimum of 16%.
- Liquidity ratio of 224.1% for a minimum of 100%.

This confirms the Bank's good financial situation. The net profit of the Bank is € 4.1M, in line with the annual objectives set by the shareholders. These results are part of a policy of credit growth and margin improvement, coupled with optimization of interbank cash management.

The Bank's good governance, its in-depth knowledge of the customer portfolio, as well as its prudent management of the risks related to its activity (a fact highlighted by the ACPR, during its general mission in 2021), allow us to focus now on the 2023-2025 strategic plan, aiming to ensure a sustainable development of the activity and improve profitability.

We are continuing to stabilize and secure our information system by overhauling the Bank's technical architecture, enhancing the SAB offering and upgrading to a new version scheduled for 2023.

The optimization of the Bank's organization, as well as the strengthening of human capital, continue in order to maintain the quality of service and responsiveness to our customers, a key factor in our commercial success. This strategy is supported by a robust AML-CFT system, which reassures the supervisory authority, as well as our shareholders.

I would like to thank all the staff members of Fransabank (France) S.A for their commitment and the quality of work, Fransabank SAL for its continued support of our subsidiary, as well as our strategic partner and key shareholder, Groupe BPCE. On behalf of the Board of Directors, I would also extend thanks and appreciation to our correspondent banks for their loyalty to our establishment, and above all, our customers whom we are proud to support in their projects over the long term, based on personalized advice and value creation.

Andre Tyan
Chairman



> JEAN-MARC DAUTRIAT

Vice-Président
Deputy Chairman

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT

En 2022, Fransabank France a de nouveau affiché de bons résultats commerciaux et financiers et a su concilier croissance, efficacité et maîtrise des risques, avec toujours une forte ambition pour répondre au mieux aux besoins de ses clients. Ces réalisations ont été faites malgré un contexte économique mondial défavorable lié à la crise économique et politique au Liban.

L'activité commerciale a été dynamique, durant l'ensemble de l'exercice 2022, avec une hausse des crédits de 21,4%, qui atteignent 421 M€, et une poursuite de la collecte de dépôts, qui s'est traduite par une hausse de 22,15% des encours pour atteindre 663,396 M€. Ces résultats se sont traduits de manière positive par une nouvelle baisse de 0,4 points du ratio crédits sur dépôts, celui-ci s'affichant en fin de période à 63,5%.

Ces performances commerciales accompagnées dans le même temps d'une maîtrise adaptée des charges et du coût du risque, ont permis d'afficher un résultat net de 4,06 millions euros.

L'année 2022 s'inscrit également dans la continuité des travaux de renforcement de la sécurité et de l'optimisation de la gestion ainsi que des processus débutés en 2017, dans l'objectif de proposer une meilleure qualité de service à ses clients.

Je me réjouis de ces bonnes tendances de résultats commerciaux et financiers affichées depuis plusieurs années et je m'associe aux félicitations du Président André Tyan. Je voudrais saluer à cette occasion la contribution essentielle de l'ensemble des équipes au titre des belles réalisations de la banque en 2022, tant en termes de croissance, de performance que d'amélioration des processus de contrôle et de maîtrise des risques. Je tiens également à remercier nos clients pour leur confiance et leur fidélité. Fransabank (France) reste attaché à ses engagements pour apporter, dans un environnement complexe, des services de qualité toujours plus adaptés aux besoins de ses clients.

Jean-Marc Dautriat
Vice-Président

LETTER FROM THE DEPUTY CHAIRMAN

In 2022, Fransabank France again posted good business and financial results and was able to reconcile growth, efficiency and risk management, with always a strong ambition to best meet the needs of its customers. These achievements were made despite an unfavourable global economic context linked to the health crisis and the economic and political one in Lebanon.

Contrary to previous years and due to the crisis, commercial activity has been buoyant, during 2022 financial year, with an increase of 21.4% in credits, which reach €421 million, and a continuation of the collection of deposits, which resulted in a 22.15% increase in outstandings to €663.396 million. These results were positively reflected in a significant decrease of 0.4 percentage points in the loan-to-deposit ratio, which was 63.5% at the end of the period.

These commercial performances, combined with an adequate control of costs and the cost of risk, resulted in a net profit of €4.06 million.

The year 2022 was a continuation of the work initiated in 2017, thus a period of strengthening security and optimizing management and processes in order to offer a better quality of service to its customers.

I am delighted with these good trends in commercial and financial results posted across the years and I join the congratulations of Mr. André Tyan, Chairman of the Board.

I would like to praise Fransabank teams for very good results achieved in 2022, whether in terms of business activity, profitability and improvement of controlling process. I would also like to thank our clients for their trust and loyalty. Fransabank (France) will remain committed, in a complex environment, to providing quality services tailored to the needs of its customers.

Jean-Marc Dautriat
Deputy Chairman



02

Conseil d'Administration
et Direction Générale

Board of Directors & General Management

Aperçu Historique

Historical Overview

CONSEIL D'ADMINISTRATION**> PRÉSIDENT**

André Tyan

> VICE-PRÉSIDENT

Jean-Marc Dautriat

Directeur Général de BPCE International

> ADMINISTRATEURS

Adel Kassar

Directeur Général Adjoint exécutif de Fransabank S.A.L.

Adnan Kassar

Président d'honneur
(à partir du 18 novembre 2022)

Fransabank SAL

Représentée par

Nabil Kassar

Directeur Général Adjoint de Fransabank S.A.L.

BPCE International

Représentée par

Cristel Guillain

Directrice au sein de la Direction des Ressources Humaines de NATIXIS

Georges Andraos

Directeur Général Adjoint de la Division Internationale de Fransabank SAL

Walid Daouk

Membre du Barreau de Beyrouth
Administrateur de Fransabank SAL

Sylvain Petit

Directeur de la stratégie Groupe BPCE

Henri de Courtivron

Administrateur de Fransabank SAL

DIRECTION GÉNÉRALE

Michel Mehanna

Directeur Général

Firas Azzi

Directeur Général Adjoint

> COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sophie Sotil-Forgues

KPMG Audit

Jehanne Garrait

BATT Audit

BOARD OF DIRECTORS**> CHAIRMAN**

André Tyan

> DEPUTY CHAIRMAN

Jean-Marc Dautriat

General Manager of BPCE International

> DIRECTORS

Adel Kassar

Executive Deputy General Manager of Fransabank SAL

Adnan Kassar

Honorary Chairman
(as of 18th November 2022)

Fransabank SAL

Represented by

Nabil Kassar

Deputy General Manager of Fransabank S.A.L.

BPCE International

Represented by

Cristel Guillain

HR Director
of NATIXIS

Georges Andraos

Deputy General Manager of the International Division of Fransabank S.A.L.

Walid Daouk

Member of the Beirut Bar Association
Member of the Board of Directors of Fransabank SAL

Sylvain Petit

Strategy Manager of Groupe BPCE

Henri de Courtivron

Member of the Board of Directors of Fransabank SAL

GENERAL MANAGEMENT

Michel Mehanna

General Manager

Firas Azzi

Deputy General Manager

> AUDITORS

Sophie Sotil-Forgues

KPMG Audit

Jehanne Garrait

BATT Audit

APERÇU HISTORIQUE

> FRANSABANK SAL



Héritière en ligne directe de la première banque française installée au Liban en 1921, Fransabank SAL détient la première place sur la liste des banques agréées au Liban.

La banque s'est développée en un groupe bancaire et financier qui offre à la communauté libanaise tous types de produits et services bancaires.

Banque universelle au service des particuliers ainsi que des entreprises clientes au Liban, Fransabank SAL a également consolidé son réseau international à travers sa présence dans cinq pays : le Liban, la France, l'Algérie, le Soudan et la Côte d'Ivoire.

Partenaire privilégié de Fransabank (France) S.A. depuis sa création en 1984, avec une participation de 79% dans son capital, Fransabank S.A.L. lui apporte tout le soutien logistique ainsi que les relations commerciales nécessaires au développement de sa filiale française, confirmant ainsi Fransabank (France) S.A. dans son rôle de trait d'union entre la France et le Liban, et, au-delà, entre les différents pays de l'ensemble du bassin méditerranéen et de l'Afrique de l'Ouest où la diaspora libanaise est très présente et active.

> GROUPE BPCE



Deuxième groupe bancaire en France, le Groupe BPCE et ses 100 000 collaborateurs sont au service de 35 millions de clients dans le monde, particuliers, professionnels, entreprises, investisseurs et collectivités locales. Il est présent dans la banque de proximité et l'assurance en France avec ses deux grands réseaux coopératifs Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

Avec les 14 Banques Populaires dont 2 Banques Populaires nationales affinitaires, CASDEN et le Crédit coopératif, les 15 Caisses d'Épargne, Natixis, la Banque Palatine, Oney, il propose à ses clients une offre complète de produits et de services. Il déploie également au niveau mondial les métiers de gestion d'actifs et de fortune, avec Natixis Investment Managers, et de banque de grande clientèle avec Natixis Corporate & Investment Banking.

Le Groupe BPCE a bâti avec succès un modèle de banque coopérative universelle autour de marques fortes et reconnues, proches de leurs clients. Fidèle à son statut coopératif, le groupe les accompagne dans leurs projets et construit avec eux une relation dans la durée, contribuant ainsi à plus de 20 % du financement de l'économie française.

En pleine capacité d'accélérer son développement dans un environnement où les attentes sont profondes en termes de proximité, d'accompagnement et de confiance, le Groupe entend saisir, avec son nouveau plan stratégique « BPCE 2024 », les opportunités présentes et à venir, apporter des réponses concrètes aux préoccupations de la société et de ses clients.

Avec trois priorités stratégiques (Conquérant, Client, Climat), et trois lignes de force (Simple, Innovant et Sûr), le groupe affiche des ambitions fortes pour tous ses métiers.

HISTORICAL OVERVIEW

> FRANSABANK SAL



Fransabank SAL is a direct descendant of the first French bank ever founded in Lebanon in 1921, and holds the number one on the list of authorized banks in Lebanon.

The bank has developed into a banking and financial group offering a wide range of banking products and services to the Lebanese community.

A universal bank serving both individual and corporate customers in Lebanon, Fransabank SAL has also consolidated its international network through its presence in five countries: Lebanon, France, Algeria, Sudan and Ivory Coast.

As a privileged partner of Fransabank (France) S.A. since its creation in 1984, with a 79% ownership, Fransabank S.A.L. provides all the logistical support and commercial relations necessary for the development of its French subsidiary, thus confirming Fransabank (France) S.A. in its role as a link between France and Lebanon, and beyond, between the various countries of the Mediterranean basin and West Africa where the Lebanese diaspora is very present and active.

> GROUPE BPCE



The second largest banking group in France, Groupe BPCE and its 100,000 employees serve 35 million customers worldwide, including individuals, professionals, companies, investors and local authorities. It is present in retail banking and insurance in France with its two major cooperative networks Banque Populaire and Caisse d'Épargne.

Working through its 14 Banque Populaire banks, included 2 national affinity Banque Populaire, CASDEN and Crédit Coopératif, 15 Caisse d'Épargne, in addition to Natixis, Banque Palatine and Oney, Groupe BPCE offers its customers a complete range of products and services. It also deploys its asset and wealth management activities worldwide, with Natixis Investment Managers, and its corporate banking activities with Natixis Corporate & Investment Banking.

Groupe BPCE has successfully built a universal cooperative banking model around strong, recognised brands that are close to their customers. True to its cooperative status, the Group supports its customers in their projects and builds long-term relationships with them, thus contributing to more than 20% of the financing of the French economy.

The Group is fully capable of accelerating its development in an environment where expectations are high in terms of proximity, support and trust. With its new strategic plan "BPCE 2024", the Group intends to seize present and future opportunities and provide concrete answers to the concerns of society and its customers.

With three strategic priorities (Conqueror, Customer, Climate) and three key strengths (Simple, Innovative and Safe) the Group has strong ambitions for all its businesses.

03

Rapport Financier
Financial Report



RAPPORT FINANCIER

BILAN au 31 Décembre 2022

> ACTIF (en milliers d'euros)	2022	2021
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	77 729	72 771
Effets Publics et Valeurs Assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	294 630	250 466
Opérations avec la clientèle	421 029	346 788
Participations et autres titres détenus à long terme	193	99
Immobilisations incorporelles	691	675
Immobilisations corporelles	46	50
Autres actifs	3 594	3 807
Comptes de régularisation	180	39
TOTAL DE L'ACTIF	798 091	674 695

> PASSIF (en milliers d'euros)	2022	2021
Dettes envers les établissements de crédit	55 295	57 422
Opérations avec la clientèle	663 396	543 106
Autres passifs	2 056	1 904
Comptes de régularisation	1 274	1 658
Provisions	1 406	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	74 664	70 605
- Capital souscrit	50 458	50 458
- Primes d'émission	2 754	2 754
- Réserves	1 513	1 367
- Report à nouveau	15 880	13 112
- Résultat de l'exercice	4 059	2 914
TOTAL DU PASSIF	798 091	674 695

FINANCIAL REPORTBALANCE SHEET as at 31st December, 2021

> ASSETS (in thousands of euros)	2022	2021
Cash, Central Banks, postal office	77 729	72 771
Treasury notes and assimilated securities	0	0
Deposits with banks and financial institutions	294 630	250 466
Customers transactions	421 029	346 788
Long term participations and stocks	193	99
Intangible fixed assets	691	675
Tangible fixed assets	46	50
Other assets	3 594	3 807
Regularization accounts	180	39
TOTAL	798 091	674 695

> LIABILITIES (in thousands of euros)	2021	2021
Amounts due to banks	55 295	57 422
Customers' accounts	663 396	543 106
Other liabilities	2 056	1 904
Regularization accounts	1 274	1 658
Provisions for contingencies and charges	1 406	0
Fund for general banking risks (FGBR)	0	0
Shareholders' equity without FGBR	74 664	70 605
- Share capital	50 458	50 458
- Share premium	2 754	2 754
- Reserves	1 513	1 367
- Retained earnings	15 880	13 112
- Year's profit	4 059	2 914
TOTAL	798 091	674 695

RAPPORT FINANCIER

> CONTINGENT LIABILITIES (in thousands of euros)	2022	2021
Engagements donnés		
- Engagements de financement	46 428	74 629
- Engagements de garantie	55 163	32 961
Engagements reçus		
- Engagements de financement		
- Engagements de garantie	70 771	89 263

> COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2022	2021
Intérêts et produits assimilés	19 854	12 062
Intérêts et charges assimilés	(6 413)	(3 994)
Commissions (produits)	1 844	1 863
Commissions (charges)	(137)	(231)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	658	452
Autres produits d'exploitation bancaire	37	35
Autres charges d'exploitation bancaire	(30)	(5)
PRODUIT NET BANCAIRE	15 813	10 182
Charges générales d'exploitation	(6 153)	(5 230)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(315)	(260)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	9 345	4 692
Coût du risque	(3 431)	(683)
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 914	4 009
Résultat exceptionnel	(15)	(21)
Impôt sur les bénéfices	(1 840)	(1 074)
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
RESULTAT NET	4 059	2 914

FINANCIAL REPORT

> CONTINGENT LIABILITIES (in thousands of euros)	2022	2021
Commitments given		
- Financing commitments	46 428	74 629
- Guarantee commitments	55 163	32 961
Commitments received		
- Financing commitments		
- Guarantee commitments	70 771	89 263

> INCOME STATEMENT (in thousands of euros)	2022	2021
Interest and similar income	19 854	12 062
Interest and similar expenses	(6 413)	(3 994)
Commissions (income)	1 844	1 863
Commissions (expenses)	(137)	(231)
Profit or loss on negotiable portfolio transactions	658	452
Other banking operating income	37	35
Other banking operating expenses	(30)	(5)
NET BANKING INCOME	15 813	10 182
General operating expenses	(6 153)	(5 230)
Depreciation and provisions for tangible and intangible fixed assets	(315)	(260)
GROSS OPERATING INCOME	9 345	4 692
Cost of risks	(3 431)	(683)
OPERATING INCOME	5 914	4 009
Exceptional profit or loss	(15)	(21)
Income tax	(1 840)	(1 074)
Regulated provisions allocation		
PROFIT OR LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR	4 059	2 914

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale de la société Fransabank (France) S.A.,

> OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Fransabank (France) S.A. relatifs à l'exercice clos 31 décembre 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

> FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

> JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

For the year ended December 31, 2022

Dear Shareholders,

> OPINION

In compliance with the engagement entrusted to us by your annual general meeting, we have audited the accompanying financial statements of Fransabank (France) S.A. for the year ended December 31, 2022.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Company as at December 31, 2021 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French accounting principles.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

> BASIS FOR OPINION

Audit Framework

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the Statutory Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report.

Independence

We conducted our audit engagement in compliance with independence rules applicable to us, for the period from January 1st, 2022 to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014 or in the French Code of ethics (code de déontologie) for statutory auditors.

> JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS - KEY AUDIT MATTERS

In accordance with the requirements of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code (code de commerce) relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on specific items of the financial statements.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> RISQUE DE CRÉDIT: DÉPRÉCIATION INDIVIDUELLE DES DOSSIERS DE CRÉDITS

Risque identifié

La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés et non avérés de pertes. Celles-ci sont respectivement déterminées sur base individuelle et collective. S'agissant des dépréciations individuelles, elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes sur les crédits, constituait un point clé de notre audit.

Au 31 décembre 2022, les provisions pour dépréciation sur les encours douteux de crédits s'établissaient à 17 296 K€ pour un encours brut de 25 267 K€. Le coût du risque sur l'exercice 2022 s'établissait à -3 431 K€ (dont 1 406 K€ de dotation pour provision collective). Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note 3.c. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » des principes et méthodes comptables, note 3. « Opérations avec la clientèle », note 9 « Provisions », note 12 « informations sur le risque de crédit » et note 19 « Coût du risque » de l'annexe aux comptes annuels.

Notre approche d'audit

Nos travaux ont principalement consisté à:

- Tester l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle;
- Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles et douteuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties;
- Réaliser des analyses contradictoires des estimations de pertes prévisionnelles couvertes par des provisions sur les dossiers déclassés en douteux et non provisionnés à 100% ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> CREDIT RISK: INDIVIDUAL IMPAIRMENT ON CUSTOMER LOAN PORTFOLIOS

Description of risk

Fransabank (France) S.A. is exposed to credit and counterparty risks. These risks result from customers' inability or counterparties to meet their financial commitments, mainly in connection with bank's lending activities.

The bank records impairments to cover known and unknown risks of loss. These are determined on an individual and collective basis respectively. Individual impairments are based on regulatory or specific parameters, as well as parameters that take into account macroeconomic and geopolitical situations likely to affect loan portfolios. These impairments represent a significant estimate for the preparation of the financial statements and require judgement. These judgements include assumptions relating to changes in the financial situation of debtors, who are sometimes located in high-risk geographical areas.

The assessment of provisions requires the exercise of judgment for the classification of exposures (non-doubtful or doubtful outstandings) or for the determination of future recoverable cashflows and recovery periods. Given the significant judgement required in determining these provisions, we considered that their assessment constituted a key point of our audit.

At December 31, 2022, the provisions for impairment of doubtful loans amounted to €17,296 K on gross loans outstanding of €25,267 K. The cost of risk for the 2022 financial year was €-3,431 K (including €1,406 K for collective provisions). For further details on accounting policies and exposures, please refer to note 3.c. "Loans and advances to banks and customers - Guarantees and commitments by signature" in the accounting policies, note 3 "Customer transactions", note 9 "Provisions", note 12 "Information on credit risk" and note 19 "Cost of risk" in the notes to the financial statements.

Our Response

Our work consisted primarily in:

- Testing the operational effectiveness of the controls related to the identification of exposures, the monitoring of credit and counterparty risks, the assessment of the risks of non-recovery and the determination of depreciation and related provisions on an individual basis;
- Assessing the operating effectiveness of the controls related to the monitoring of non doubtful and doubtful counterparties, the credit review process and the system for valuing guarantees;
- Performing an independent valuation of the provision amounts of exposures downgraded to doubtful and not 100% provisioned;
- Assessing the appropriateness of the information provided in the notes to the financial statement.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-1 du code de commerce.

> AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Fransabank (France) S.A. par l'assemblée générale du 20 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A. et du 13 juillet 2020 pour le cabinet BATT Audit.

Au 31 décembre 2022, le cabinet KPMG S.A. était dans la 15ème année de sa mission sans interruption et le cabinet BATT Audit dans la 3ème année.

> RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> SPECIFIC VERIFICATIONS

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by laws and regulations.

Information given in the management report and in the other documents with respect to the financial position and the financial statements provided to the Shareholders

We have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors and in the other documents with respect to the financial position and the financial statements provided to Shareholders, with the exception of the matter described below.

We have the following matter to report regarding the fair presentation and consistency with the financial statements of the information relating to payment deadlines referred to in Article D. 441-6 of the French Commercial Code (Code de commerce): as stated in the management report, this information does not include bank and other related operations as your Company considers that such operations fall outside the scope of disclosable information.

Report on corporate governance

We attest that the Board of Directors' report on corporate governance sets out the information required by Article L.225-37-4 of the French Commercial Code.

> REPORT ON OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

Appointment of the Statutory Auditors

We were appointed as statutory auditors of Fransabank (France) S.A. by the annual general meeting held on April 20, 2008 for KPMG and on July 13, 2020 for BATT Audit.

As at December 31, 2022, KPMG S.A. and BATT Audit were in the 15th year and 3rd year of total uninterrupted engagement respectively.

> RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with French accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risks management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The financial statements were approved by the Board of Directors.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 14 avril 2022
KPMG S.A.
Sophie Sotil-Forgues
Associée



Paris, le 14 avril 2022
BATT Audit
Jehanne Garrait
Associée



STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> STATUTORY AUDITORS' RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Objectives and audit approach

Our role is to issue a report on the financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code (code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.
- Evaluates the overall presentation of the financial statements and assesses whether these statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit program implemented, as well as the results of our audit. We also report, if any, significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) N° 537/2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code (code de commerce) and in the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

The statutory auditors
French original signed by

Paris La Défense, on April 14, 2022
KPMG S.A.
Sophie Sotil-Forgues
Partner



Paris, on April 14, 2022
BATT Audit
Jehanne Garrait
Partner



RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 MAI 2023

Première résolution

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2022, l'Assemblée générale approuve les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice de 4 059 085,69 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale approuve, dans les conditions du dernier alinéa de l'article L.225-38 du Code de commerce, chacune des conventions visées par les dispositions de l'article L.225-38 du même code, autorisées par le Conseil d'administration et mentionnées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Troisième résolution

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

- Résultat de l'exercice 2022:	+ 4 059 085,69 €
- Dotation à la réserve légale:	- 202 954,28 €
- Le solde en report à nouveau:	<u>3 856 131,41 €</u>

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Quatrième résolution

L'Assemblée générale décide de verser le montant global annuel alloué à la rémunération des membres du Conseil d'administration, soit la somme de 82.500 euros.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 9 MAY 2023

First resolution

Having heard the Board of Directors' report and the auditors' report for the financial year ending 31st December 2022, the General Meeting approves the annual accounts as at this date showing a profit of € 4,059,085.69.

It also approves the operations reflected by these accounts or summarized in these reports.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Second resolution

In accordance with article L 225-38 of the commercial code and under the conditions of the last paragraph of article L 225-40, the General Meeting approves each of the agreements authorized by the Board of Directors and presented in the auditors' special report.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Third resolution

The General Meeting, on the proposal of the Board of Directors decides to allocate the net profit as follows:

- Year's profit 2022:	€ 4,059,085.69
- Allocation to the legal reserve:	€ - 202,954.28
- The balance to the retained earnings:	<u>€ 3,856,131.41</u>

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Fourth resolution

The General Meeting decides to set the total annual remuneration to be allocated to the members of the Board of Directors at € 82,500.

This resolution shall be approved by unanimous written consultation of the shareholders.

RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 MAI 2023

Cinquième résolution

L'Assemblée générale prend acte de la démission de Messieurs Boris Joseph et Mansour Bteish respectivement en date d'effet du 30 septembre 2022 et du 30 juin 2022, et ratifie la cooptation en qualité d'administrateur effectuée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 15 Novembre 2022, de :

- Monsieur Jean-Marc Dautriat, de nationalité française, née le 22 Août 1963 à Paris, demeurant 8 rue marcotte 78570 à Andrésy, en remplacement de Monsieur Boris Joseph démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2025 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

- Monsieur Georges Andraos, de nationalité française, né le 21 décembre 1967 à Beyrouth, demeurant rue Nazareth, Achrafieh, Beyrouth-Liban en remplacement de Monsieur Mansour Bteish démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire à tenir en 2025 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Monsieur Jean-Marc Dautriat et Monsieur Georges Andraos ne participant pas au vote, cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des votants.

Sixième résolution

L'Assemblée générale donne aux administrateurs et aux commissaires aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Septième résolution

L'Assemblée générale confère au porteur des copies ou extraits du procès-verbal constatant ces résolutions, tout pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

PUBLICATION RELATIVE AUX COMPTES BANCAIRES INACTIFS

Les articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n°2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, imposent à chaque établissement de crédit de publier annuellement des informations sur les comptes bancaires inactifs.

Sur l'année 2022, aucun compte bancaire inactif n'a été clôturé et déposé auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

À fin décembre 2022, 8 comptes bancaires étaient recensés inactifs pour un montant total estimé à 1 104 175,09 euros.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 9 MAY 2023

Fifth resolution

The General Meeting notes the resignations of Messrs Boris Joseph and Mansour Bteish with effect from 30 September 2022 and 30 June 2022 respectively, and ratifies the co-option as director by the Board of Directors at its meeting on 15 November 2022 of:

- Mr Jean-Marc Dautriat, French citizen, born on 22 August 1963 in Paris, residing at 8 rue Marcotte 78570 in Andrésy, to replace Mr Boris Joseph who has resigned, for the remainder of his predecessor's term of office, i.e. until the end of the Ordinary General Meeting to be held in 2025 to approve the financial statements for the year ending 31 December 2024.

- Mr Georges Andraos, French citizen, born on 21 December 1967 in Beirut, residing at rue Nazareth, Achrafieh, Beirut-Lebanon, to replace Mr Mansour Bteish who has resigned, for the remainder of his predecessor's term of office, i.e. until the close of the Ordinary General Meeting to be held in 2025 to approve the financial statements for the year ending 31 December 2024.

As Jean-Marc Dautriat and Georges Andraos do not take part in the vote, this resolution is approved by a unanimous written vote.

Sixth resolution

The General Meeting gives the directors discharge of their mandate and duties for the 2022 financial year. It also gives discharge to the auditors for the performing of their functions.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Seventh resolution

Full powers are granted to the bearer of certified copies or extracts from those minutes to fulfil all legal formalities.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

PUBLICATION ON DORMANT BANK ACCOUNTS

All credit institutions are required to publish information on dormant bank accounts on an annual basis under Articles L. 312-19 and L. 312-20 of the French Monetary and Financial Code, as introduced by the French Act No. 2014-617 of 13 June 2014 on dormant bank accounts and unclaimed life insurance accounts. Also known as the "Eckert Act", it entered into force on 1 January 2016.

In 2022, no dormant bank account was closed nor deposited with the Caisse des Dépôts et Consignations.

8 bank accounts were identified as dormant at end of December 2022, representing an estimated total of EUR 1,104,175.09.

04

Réseau du Groupe
Group Network



RÉSEAU DU GROUPE

GROUP NETWORK

FRANCE

Fransabank (France) SA

Siège Social & Agence Principale

104, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France

Tél : (33) 1 53 76 84 00

Fax : (33) 1 45 63 57 00

Swift : FRAF FR PP

Site Web : www.fransabank.fr

Email : info@fransabank.fr



RÉSEAU DU GROUPE

GROUP NETWORK

LIBAN

Fransabank SAL

Siège Social

Centre Fransabank, Hamra, Beyrouth, Liban B.P. : 11-0393 Riad El Solh, Beyrouth 1107 2803 - Liban

Fax : (961) 1 35 45 72

Swift : FSAB LB BX

Site Web : www.fransabank.com

Email : fsb@fransabank.com

Centre d'Appel : (961) 1 73 40 00

Nombre d'agences: 36

BLC Bank SAL (Filiale de Fransabank SAL)

Siège Social

Imm. BLC Bank, Rond - point Adlieh, Beyrouth, Liban B.P. : 11-1126 Beyrouth - Liban

Tél : (961) 1 38 70 00

Fax : (961) 1 61 69 84

Swift : LICO LB BX

Site Web : www.blcbank.com

Email : info@blcbank.com

Nombre d'agences: 16

ALGÉRIE

Fransabank El Djazaïr SPA

Siège Social & Agence Principale

Résidence des Pins, Bâtiment A, Lot N°994,
Section N°04, Cheraga - Alger

Tél : (213) 23 54 42 18

Fax : (213) 23 47 61 42

Swift : FSBK DZ AL

Site Web : www.fransabank.dz

Email : info@fransabank.dz

Nombre d'agences : 24

RÉSEAU DU GROUPE

GROUP NETWORK

SOUDAN

United Capital Bank

Siège Social & Agence Principale

Plot 411, Bloc 65, Rue Mamoun Beheiry, Sud du "Green Square" - B.P. : 8210 Al Amarat, Khartoum, Soudan

Tél : (249) 183 24 77 00

Fax : (249) 183 23 50 00

Swift : CBSK SD KH

Site Web : www.ucb-sd.com

Email : customercare@ucb-sd.com

Nombre d'agences : 3

CÔTE D'IVOIRE (ABIDJAN)

Fransabank SAL

Bureau de Représentation

Plateau - Rue du Général de Gaulle, Section CP - Parcelle 85

Immeuble SCI TITANIUM - Lot B37, Abidjan, Ivory Coast

Tél : (225) 07 57 07 42 75

Email : mohamed.moukhader@fransabank.com



www.fransabank.com